

lité, la représentation ouvrière au Parlement venait à grossir rapidement, est-ce que la bourgeoisie attendrait une expropriation pacifique ? La machine gouvernementale est entièrement dans ses mains ! En admettant même que la bourgeoisie laisse passer le moment et permette au prolétariat de s'emparer de la représentation parlementaire dans la proportion de 51 pour cent, est-ce que la Reichswehr, la police, les casques d'acier et les troupes d'assaut fascistes ne disperseraient pas ce Parlement de la même façon que la camarilla disperse aujourd'hui d'un trait de plume tous les parlements qui lui déplaisent ?

— Donc, à bas le Reichstag et les élections ?

— Non, ce n'est pas ce que je veux dire. Nous sommes des marxistes, nous ne sommes pas des anarchistes. Nous sommes partisans d'utiliser le Parlement : ce n'est pas un instrument pour transformer la société, mais un moyen de grouper les ouvriers. Cependant, dans le développement de la lutte de classe, il arrive un moment où il faut trancher la question de savoir qui sera désormais le maître du pays : le capital financier ou le prolétariat ? Les dissertations sur la nation et la démocratie en général constituent dans ces conditions le mensonge le plus impudent. A nos yeux, une petite minorité allemande organisée et arme pour ainsi dire la moitié de la nation pour écraser et étrangler l'autre moitié. Il ne s'agit pas aujourd'hui de réformes secondaires, mais de la vie ou de la mort de la société bourgeoise. Jamais encore de telles questions n'ont été tranchées par un vote. Qui en appelle aujourd'hui au Parlement ou à la Cour suprême de Leipzig, trompe les ouvriers et pratiquement aide le fascisme.

IL N'Y A PAS D'AUTRE VOIE

— Que faire dans ces conditions ? demandera mon interlocuteur social-démocrate.

— La révolution prolétarienne.

— Et ensuite ?

— La dictature du prolétariat.

— Comme en Russie ? Les privations et les sacrifices ? L'étouffement complet de la liberté d'opinion ? Non, je n'en pince pas.

— C'est justement parce que tu n'es pas disposé à t'engager dans la voie de la révolution et de la dictature, que nous ne saurions tous deux former un seul et unique parti. Mais laisse-moi néanmoins te dire que ton objection n'est pas digne d'un prolétaire conscient. Oui, les privations des ouvriers russes sont considérables. Mais, premièrement, les ouvriers russes savent au nom de quoi ils font ces sacrifices. Même, s'il leur arrivait de subir la défaite, l'humanité aurait beaucoup appris de leur expérience. Or, au nom de quoi la classe ouvrière allemande s'est-elle sacrifiée dans les années de la guerre impérialiste ? Ou encore dans les années de chômage ? A quoi aboutissent ces sacrifices, que donnent-ils, qu'enseignent-ils ? *Seuls sont di-*

gues de l'homme les sacrifices qui frayent la route à un avenir meilleur. C'est la première objection que j'entendais te faire. La première, mais pas la seule.

Les souffrances des travailleurs russes sont considérables parce qu'en Russie, par suite de facteurs historiques particuliers, est né le premier Etat prolétarien qui, d'une misère extrême, doit s'élever par ses propres forces. N'oublie pas que la Russie était le pays le plus arriéré d'Europe. Le prolétariat n'y formait qu'une petite partie de la population. Dans ce pays, la dictature du prolétariat devait forcément revêtir les formes les plus dures. De là les conséquences qui en sont découlées ensuite : le développement de la bureaucratie qui détient le pouvoir, et la chaîne d'erreurs commises par la direction politique qui est tombée sous l'influence de cette bureaucratie. Si à la fin de 1918, lorsque le pouvoir était tout entier dans ses mains, la social-démocratie s'était engagée hardiment dans la voie du socialisme et avait conclu une alliance indissoluble avec la Russie soviétique, toute l'histoire de l'Europe aurait reçu une autre orientation et l'humanité serait arrivée au socialisme dans un délai beaucoup plus court et avec infiniment moins de sacrifices. Ce n'est pas notre faute si cela ne s'est pas produit.

Oui, la dictature dans l'Union soviétique a actuellement un caractère extrêmement bureaucratique et difforme. J'ai personnellement critiqué plus d'une fois dans la presse le régime soviétique actuel qui est une déformation de l'Etat ouvrier. Des milliers et des milliers de mes amis emplissent les prisons et les lieux de relégation pour avoir lutté contre la bureaucratie stalinienne. Or même quand on juge les côtés négatifs du régime soviétique actuel, il faut observer une perspective historique juste. Si le prolétariat allemand, beaucoup plus nombreux et plus civilisé que le prolétariat russe prenait demain le pouvoir, cela non seulement ouvrirait d'immenses perspectives économiques et culturelles, mais encore amènerait tout de suite une atténuation radicale de la dictature dans l'Union soviétique.

Il ne faut pas croire que la dictature du prolétariat soit nécessairement liée aux méthodes de terreur rouge que nous avons dû appliquer en Russie. Nous avons été les pionniers. Couvertes de crimes, les classes possédantes russes ne croyaient pas que le nouveau régime durerait. La bourgeoisie d'Europe et d'Amérique soutenait la contre-révolution russe. Dans ces conditions, on ne pouvait tenir qu'au prix d'une terrible tension des forces et d'un implacable châtiment de nos ennemis de classe. La victoire du prolétariat en Allemagne aurait un caractère bien différent. La bourgeoisie allemande, ayant perdu le pouvoir n'aurait plus aucun espoir de le reprendre. L'alliance de l'Allemagne soviétique avec la Russie soviétique ne doublerait pas, mais décuplerait les forces des deux pays. Dans tout le reste de l'Europe, la situation de la bourgeoisie est si compro-

QUE DEFENDRONS-NOUS ?

— Très bien, mais nous, social-démocrates, nous nous proposons tout de même d'arriver au pouvoir par la démocratie. Vous autres, communistes, considérez cela comme une utopie absurde. Dans ce cas, le front unique de défense est-il possible ? Car il faut qu'on sache nettement ce qu'il y a lieu de défendre. Si nous défendons une chose et vous une autre, nous n'aboutirons pas à des actions communes. Consentez-vous, vous communistes, à défendre la Constitution de Weimar ?

— La question vient à propos et je m'efforcerais d'y répondre franchement. La Constitution de Weimar représente tout un système d'institutions, de droits et de lois. Commençons par le haut. La République a à sa tête un président. Consentons-nous, nous communistes, à défendre Hindenburg contre le fascisme ? J'espère que le besoin ne s'en fait pas sentir : Hindenburg ayant appelé lui-même les fascistes au pouvoir. Vient ensuite le gouvernement présidé par Hitler. Ce gouvernement n'a pas besoin d'être défendu contre le fascisme. En troisième lieu vient le Parlement. Quand ces lignes paraîtront, le sort du Parlement, issu des élections du 5 mars sera probablement réglé. Mais d'ores et déjà l'on peut dire avec certitude que si la composition du Reichstag s'avère hostile au gouvernement ; si Hitler s'avise de vouloir liquider le Reichstag et si la social-démocratie se montre décidée à combattre pour ce dernier, les communistes aideront la social-démocratie de toutes leurs forces.

Instituer la dictature du prolétariat contre vous ou sans vous, ouvriers social-démocrates, nous, communistes, ne le pouvons pas et ne le voulons pas. Nous voulons que nous arrivions ensemble à cette dictature. Et la défense commune contre le fascisme, nous la considérons comme le premier pas dans ce sens. Le Reichstag n'est évidemment pas à nos yeux une conquête historique capitale que le prolétariat doive défendre contre les vandales fascistes. Il y a des choses plus précieuses. Dans les cadres de la démocratie bourgeoise et parallèlement à une lutte incessante contre elle, il s'est formé au cours de plusieurs décades les éléments de la démocratie prolétarienne : partis politiques, presse ouvrière, syndicats, comités d'usines, clubs, coopératives, sociétés sportives, etc. La mission du fascisme n'est pas tant d'achever les débris de la démocratie bourgeoise que d'écraser les premiers linéaments de la démocratie prolétarienne. Quant à notre mission, elle consiste à placer les éléments de la démocratie prolétarienne d'ores et déjà créés à la base du système soviétique de l'Etat ouvrier. Dans ce but, il faut briser l'écorce de la démocratie bourgeoise et en libérer le noyau de la démocratie ouvrière : en cela réside l'essence de la révolution prolétarienne. Le fascisme menace le noyau vital de la démocratie ouvrière. Cela même dicte clairement le programme du front unique. Nous sommes prêts à défendre vos impres-

mise qu'il est peu probable qu'elle pourrait faire marcher ses armées contre l'Allemagne prolétarienne. Certes, la guerre civile serait inévitable : pour cela il y a assez du fascisme. Mais armé par le pouvoir, le prolétariat allemand, ayant derrière lui l'Union soviétique, aurait bientôt fait de désagréger le fascisme en attirant à ses côtés d'importantes masses de la petite bourgeoisie. La dictature du prolétariat en Allemagne aurait des formes incomparablement plus douces et plus cultivées que la dictature du prolétariat en Russie.

— Dans ce cas, pourquoi la dictature ?

— Pour anéantir l'exploitation et le parasitisme ; écraser la résistance des exploités ; leur couper l'envie de penser à rétablir l'exploitation ; mettre tout le pouvoir, tous les moyens de production, toutes les ressources de la civilisation dans les mains du prolétariat et lui permettre d'utiliser toutes les forces et tous les moyens dans l'intérêt de la transformation socialiste de la société. Il n'y a pas d'autre voie.

LE PROLETARIAT ALLEMAND FERA LA REVOLUTION EN ALLEMAND ET NON EN RUSSE

— Cependant, il arrive fréquemment que nos communistes nous font, à nous social-démocrates, cette menace : Attendez, dès que nous serons au pouvoir, nous vous colle-rons au mur.

— Seuls quelques imbéciles, bavards ou vantards qui, à coup sûr, déguerpissent au moment du danger, peuvent lancer de telles menaces. Un révolutionnaire sérieux, tout en admettant l'inévitabilité de la violence révolutionnaire et sa fonction créatrice, comprend en même temps que l'application de la violence dans la transformation socialiste de la société a des limites bien définies. Les communistes ne peuvent se préparer qu'en recherchant une compréhension réciproque et un rapprochement avec les ouvriers social-démocrates, l'unanimité révolutionnaire de l'écrasante majorité du prolétariat allemand réduira au minimum la répression qu'exercera la dictature révolutionnaire. Il ne s'agit pas de copier d'une façon servile la Russie soviétique, en faisant vertu de chacune de ses nécessités. Cela n'est pas digne des marxistes. Profiter de l'expérience de la révolution d'Octobre ne veut pas dire qu'on doive la copier d'une manière aveugle. On doit tenir compte de la différence de structure sociale des nations et avant tout de l'importance relative et du niveau culturel du prolétariat. Croire que l'on peut soi-disant faire la révolution socialiste d'une façon constitutionnelle, pacifique, avec l'acquiescement de la bourgeoisie et de la Cour suprême de Leipzig, seuls des philistins incurables en sont capables. Le prolétariat allemand ne pourra pas se passer de la révolution. Mais dans sa révolution, il parlera en allemand et non en russe. Je suis convaincu qu'il parlera beaucoup mieux que nous n'avons parlé.